

# Etats-Unis : le gouvernement Trump et une opposition massive

vendredi 26 mai 2017, par [LA BOTZ Dan](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2017).

**Depuis que Trump a accédé à la présidence US, le pays a connu une série de controverses politiques, un barrage d'initiatives législatives et réglementaires de droite et une résistance renforcée de divers secteurs de la société.**

Une bonne part de la population reste inquiète par la présidence de Trump. Beaucoup craignent qu'il déclenche une guerre avec la Corée du Nord ou un autre Etat, afin de détourner l'attention de ses échecs sur le front intérieur et pour justifier la répression de ses adversaires.

Le programme de Trump a essuyé l'opposition de nombre de juges fédéraux et de parlementaires de l'opposition. Les démocrates ont aussi créé des organisations telles que Indivisible, qui a joué un rôle moteur dans l'organisation de protestations politiques. Les femmes, les immigré·e·s et leurs allié·e·s, comme les défenseurs·euses de l'environnement ont montré leur opposition par des manifs massives. Les citoyen·ne·s ont envahi des assemblées municipales afin d'y interpeller leurs représentant·e·s.

Jusqu'ici, le mouvement ouvrier a été incapable de jouer un rôle significatif, divisé entre les secteurs du bâtiment et des mineurs de charbon, empressés à collaborer avec Trump, et les employé·e·s du public qui s'opposent à lui, ainsi que nombre de syndicats qui restent sur le ballant.

La controverse actuelle, décrite par un sénateur comme une « crise constitutionnelle », concerne le licenciement par Trump le 9 mai du chef du FBI James Comey. Celui-ci investiguait sur les liens de la campagne de Trump avec la Russie. Comey est la troisième personne engagée dans des investigations sur Trump à se voir licencier par cette administration. Son licenciement a été comparé à celui du procureur spécial Archibald Cox, qui enquêtait sur le casse du quartier général des démocrates au Watergate que Nixon avait commandité. On le sait, celui-ci a dû par la suite démissionner pour éviter sa destitution.

## **Un cabinet de milliardaires, de hauts-gradés de l'armée et de républicains droitiers**

Trump, aux affaires depuis 4 mois, a nommé un cabinet de milliardaires, de dirigeants de grandes entreprises, de généraux et de républicains très à droite. Leurs objectifs sont de détruire l'Etat social, éliminer la régulation gouvernementale, réduire les libertés publiques et restreindre les droits politiques. Les plus importantes de ses nominations sont celles de Steven Mnuchin, vétéran de 17 ans de chez Goldman Sachs, pour être son Secrétaire au Trésor, Rex Tillerson, CEO d'Exxon Mobil, l'une des plus grandes compagnies US, est devenu secrétaire d'Etat, et le général « chien fou » Mattis, ancien chef des opérations militaires US au Moyen Orient, en Afrique du Nord-Est et en Asie centrale. Il y a assez de généraux pour que son gouvernement ait toutes les apparences d'une junte militaire.

Le procureur général de Trump, Jeff Sessions, est un raciste réactionnaire obsédé de la réduction des droits civiques. Il a aussi appelé à un renforcement de la politique judiciaire qui pèsera de manière particulièrement lourde sur les noir·e·s et les latinos. Les Chefs de département de l'énergie, de l'Agence de protection environnementale, du logement et de l'éducation, visent tous à réduire le pouvoir de leurs administrations, coupant leurs budgets et renforçant les privatisations.

Alors que l'extrémiste de droite Steve Bannon apparaissait initialement comme l'influence principale sur Trump, son beau-fils Jared Kushner et sa fille Ivanka, semblent être aujourd'hui ses principaux conseillers.

## **Un agenda à droite toute**

Les décrets exécutifs initiaux de Trump et ses initiatives législatives ont été particulièrement réactionnaires, mais ont été aussi, jusqu'ici, des échecs. Trump a, par deux fois, tenté d'imposer une interdiction d'entrée pour les musulman·e·s, mais a été débouté par les tribunaux. Il a tenté d'annuler et de remplacer l'Obamacare, mais jusqu'ici ses mesures n'ont passé qu'au Congrès, mais pas au Sénat, du fait de l'opposition de certains républicains plus conservateurs et des démocrates.

Les propositions budgétaires de Trump, qui n'ont pas encore été adoptées par le Congrès, porteraient sur plus de 4 mille milliards de dollars pour l'année, avec de très fortes augmentations pour la Défense (+10%) et des coupes pour l'Agence de protection de l'environnement (-31%), les départements de l'agriculture et du travail (-21% chacun), la santé et les ressources humaines (-6%), et l'éducation (-14%). Toutes ces coupes claires, affecteront les travailleurs·euses et avant tout les pauvres.

Le plan fiscal de Trump, selon le *New York Times*, constitue un transfert de milliers de milliards de dollars des caisses publiques fédérales des USA vers les familles les plus riches et leurs héritiers. Ce plan supprimerait l'impôt sur les successions et ferait passer l'imposition des entreprises de 35 à 15%.

L'opposition à Trump a été énorme. Un demi-million de personnes ont participé à la marche des femmes sur Washington D.C. le 21 janvier et 4 millions d'entre-elles ont participé aux marches sœurs à travers le pays, la plus grande démonstration de protestation de l'histoire de la nation. De l'ordre de 200 000 personnes ont rallié la marche sur le climat de Washington D.C. ce 29 avril, alors que des dizaines de milliers de gens ont rejoint des mobilisations analogues. Les deux mobilisations « Un jour sans un immigrant » ont compté des dizaines de milliers de participant·e·s. Mais c'est seulement la puissance du mouvement ouvrier et des tentatives concrètes d'obstruction du gouvernement de l'économie et de la société qui permettront d'arrêter Trump et idéalement de le chasser de la Maison-Blanche.

**Dan La Botz**

---

**P.-S.**

\* « solidarités » (Suisse) n° 308 (18/05/2017) p. 11 :  
<https://www.solidarites.ch/journal/d/article/8081>